



Bienvenu au n° 3/2008 de la Newsletter pour les comités d'entreprise européens.

Le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » vous donne des informations autour du comité d'entreprise européen et des sujets adjacents.

CEE News paraît quatre fois par an.

Vous pouvez visualiser la Newsletter [en ligne](#) ou la télécharger en [format pdf](#) pour l'imprimer.

Les numéros anciens se trouvent dans [les archives](#).

Contenu :

- [1. Le cadre pour la nouvelle directive CEE est arrivé](#)
- [2. Calcul : Combien coûte une réunion de CEE ?](#)
- [3. La crise du marché financier : début de l'action coordonnée des CEE](#)
- [4. Des restructurations dans d'autres secteurs](#)
- [5. La fondation de comités d'entreprise européens](#)
- [6. L'adaptation d'anciens accords CEE](#)
- [7. Des activités au niveau mondial](#)
- [8. La révision de la directive SE reportée](#)
- [9. La zone euro et les contrôles aux frontières](#)
- [10. Des pages Web intéressantes](#)
- [11. Des nouvelles publications](#)
- [12. Le réseau de formation et de consultation « euro-ce.org » : Quelques exemples de notre travail](#)
- [13. Les dates de formation actuelles](#)
- [14. Mentions légales](#)

1. Le cadre pour la nouvelle directive CEE est arrivé

Percée politique au château de Chantilly



Sur pression du ministre français du Travail Xavier Bertrand, les organisations principales des syndicats et des employeurs ont pris une décision de principe au niveau européen qui influencera de façon déterminante le déroulement du procédé de révision de la directive CEE. Lors d'une rencontre des ministres du Travail et des Affaires sociales de l'Union Européenne le 10 et le 11 juillet 2008 au château de Chantilly, au nord de Paris (photo), le quartier général de l'armée française pendant la Première Guerre mondiale, ils ont accepté le projet de loi de la commission européenne comme

étant la base de discussion.

Durant la pause d'été, il y eut ensuite des discussions intensives entre les partenaires sociaux pour aplanir les différends restants. Le 29 août 2008, ils ont présenté au public une recommandation commune de huit propositions de formulations à être changées dans le projet de loi. Au fond, celles-ci ne changent cependant que peu la philosophie fondamentale de l'ébauche.

Le fait que tous les côtés aient politiquement accepté une révision de la directive de CEE dans toute son étendue est en fin de compte beaucoup plus important. Les textes suivants ne sont que disponibles en langue anglaise :

- [Le texte de la recommandation commune](#)
- [Communiqué de presse du commissaire Špidla à propos de la recommandation commune](#)

Des réserves comme celles formulées par les associations patronales ou les revendications d'élargissement des syndicats (voir [rapport dans CEE-News 2/2008](#)) ne joueront presque plus de rôle. Comme il ne s'agit pas d'une révision complète de la directive de CEE, mais uniquement d'un "recast" (une reformulation de la directive existante), les possibilités d'influence du parlement européen sont fortement limitées. Le 2 octobre 2008, le projet de loi était de nouveau à l'ordre du jour du conseil des ministres de l'Union Européenne du Travail à Luxembourg. Ils se sont prononcés pour une adoption rapide de la directive modifiée. Le 13 et 14 novembre 2008, aura lieu à Lyon une conférence sur le dialogue social transnational lors de laquelle le sujet sera encore une fois discuté.

- [Le texte intégral de l'ébauche de la nouvelle directive CEE](#)
- [Rétrospective: le déroulement du procédé de révision](#)

Un papier du gouvernement britannique crée l'irritation

Tandis que le gouvernement français conservateur encourage activement une révision rapide de la directive CEE, un papier interne du gouvernement social-démocrate britannique provoque l'agitation dans le camp syndical. Le document dresse une liste des doutes fondamentaux britanniques ("UK Concerns") : la compétitivité des entreprises de l'Union Européenne serait en danger si les comités d'entreprise européens avaient la possibilité d'intervenir lors de restructurations. Une évaluation sérieuse des conséquences du changement de loi y est également demandée.



Le gouvernement britannique prévient que la mise en place de comités d'entreprise européens serait vouée à l'échec si le législateur réduisait trop la flexibilité des interlocuteurs dans l'entreprise. Ceci découragerait la fondation d'un CEE dans beaucoup d'entreprises n'ayant pas encore de CEE. Une trop grande réglementation affaiblirait les représentants des travailleurs au niveau transnational. Des députées Labour au parlement européen ne partagent pas cet avis néolibéral et se regroupent derrière les revendications des syndicats.

Le travail de lobbying britannique dans les coulisses n'a cependant pas pu empêcher l'adoption d'une recommandation commune des partenaires sociaux le 29 août 2008. Pour cette raison, le ministère de l'Économie britannique BERR (Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform) a réagi promptement et a publié un papier de consultation le 11 septembre 2008. Les entreprises britanniques peuvent transmettre leur opinion que le gouvernement britannique exposera au conseil des ministres européen jusqu'au 6 octobre 2008. Les textes suivants n'existent qu'en langue anglaise :

- [Le texte intégral du papier de consultation du ministère britannique de l'Économie](#)
- [Des résultats d'une enquête du gouvernement britannique sur les CEE en 2003](#)

Estimation des conséquences par la Commission européenne

Pour être préparée à de telles objections, la Commission européenne a élaboré sa propre estimation de la révision de la directive CEE. Le document a été publié en juillet 2008.

- [Estimation de la commission européenne](#) (en langue anglaise)
- [Version abrégée de l'estimation](#) (en langue française)

Des syndicats ont présenté un mémorandum

Le 26 août 2008, l'institut syndical européen à Bruxelles publiait un mémorandum scientifique en matière de révision de la directive de CEE. Les recommandations formulées aux politiques s'appuient sur des expériences concrètes.

- [Le texte intégral du mémorandum](#) (en langue anglaise)

Conférence technique sur la nouvelle directive CEE : Qu'est-ce qui nous attend ?



Beaucoup de membres de CEE sont encore dans le flou en ce qui concerne les conséquences juridiques de la révision de la directive et voudraient arranger leur accord de CEE actuel suivant la nouvelle situation juridique et l'actualiser. Les membres de comités d'entreprises qui ont encore la fondation de CEE devant eux voudraient également inclure dans leurs réflexions les nouveaux règlements. Une série de questions se posera aussi pour les avocats en fin 2008, après l'adoption de la nouvelle directive CEE. Lors d'une conférence technique qui aura à Hambourg le **26 janvier 2009**, le réseau de formation et de

conseil « euro-ce.org » offre l'occasion de discuter de la nouvelle situation juridique et de la pratique avec des spécialistes de Bruxelles et des scientifiques allemands.

- [Des informations supplémentaires sur la conférence](#) (en langue allemande)

La conférence technique est en langue allemande. En vue d'arrangements individuels, les personnes intéressées par d'autres langues sont priées de s'adresser directement à notre adresse.

2. Calcul : Combien coûte une réunion de CEE ?

Une étude chiffre les coûts du travail d'un CEE



Entre janvier et avril 2008 et sur demande de la Commission européenne, la société londonienne de conseil GHK Consulting a effectué des interviews par téléphone dans 70 entreprises qui ont un comité d'entreprise européen. Parmi elles 14 entreprises françaises ainsi que dix avec un siège en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Entre-temps, le rapport final chiffrant de manière exacte les frais d'un comité d'entreprise européen a été publié.

Une séance plénière du CEE coûte en moyenne 101.000 € et dans certains cas, peut aller jusqu'à 370.000 €. La moitié de cette somme revient aux frais de voyage (15%), aux interprètes (22%) et aux frais de l'hôtel et d'alimentation (15%). Le paiement des salaires des élus est déterminé à 29%. Les frais du comité exécutif se situent à 25.700 € en moyenne ce qui couvre trois réunions annuelles. Une formation continue du CEE coûte 43.800 € au total. Les comités d'entreprise SE, qui est le nom du comité d'entreprise européen dans la société européenne (SE), causent de frais encore plus élevés. Les réunions de CEE « les plus chères » se passent dans les entreprises françaises, suivent des allemandes, les frais CEE dans les entreprises britanniques et extra-européennes ne coutent cependant que la moitié de ceux-ci. Il n'est pas étonnant que la qualité des droits de participation des CEE y est aussi moins marquée.

Le temps de travail des managers est une partie des frais de CEE

La participation à des réunions de CEE de représentants des employeurs intervient avec 14% dans le calcul. Il ne s'agit pas de frais de voyage, mais seulement du temps de travail. En général, le PDG secondé par d'autres cadres de haut niveau fait rapport lors de l'assemblée plénière de CEE. Dans l'étude, il est rapporté qu'il y a jusqu'à 13 cadres qui présentent des rapports lors de la réunion de CEE dans certaines entreprises. Vu les traitements élevés, une présentation PowerPoint de quatre heures faite par la direction lors d'une réunion de CEE peut très rapidement faire grimper les frais vers des hauteurs vertigineuses. Ceci est aussi une des raisons évoquées par les associations patronales pour ne pas augmenter le nombre minimum de réunions de CEE prescrit légalement.

Des frais de conseiller élevés dans des entreprises françaises

Pour pouvoir rencontrer les divisions d'état-major des multinationales à un niveau d'égalité, les

elus ont besoin de bons conseillers. Leurs frais s'élèvent à 3.500 € par an dans des entreprises qui ne sont pas françaises, dans des entreprises françaises en revanche ils se situent à 143.700 € et dans des cas isolés cela peut monter jusqu'à 500.000 €. Ces chiffres montrent pourquoi les comités d'entreprise européens français exploitent mieux leurs droits d'information et de consultation (si besoin même devant les tribunaux) que les comités de CEE dans d'autres pays. Même les comités allemands bien équipés ont un retard considérable à ce niveau (voir [rapport dans CEE-News 1/2008](#)).

Les différences de coût peuvent être facilement expliquées : un comité d'entreprise européen en dehors de la France est en général conseillé par un permanent syndical qui ne facture pas son activité. En France, il n'existe qu'un petit appareil syndical qui est à peine en mesure d'assurer l'accompagnement continu d'une multitude de comités européens. Cette lacune est comblée par les sociétés de conseil privées comme Groupe Alpha ou Syndex. Une autre différence : dans beaucoup de grandes entreprises allemandes, le CEE dispose de conseillers engagés sous contrat à durée indéterminée qui ne sont pas comptabilisés dans les frais de conseil bien qu'ils fassent le même travail.

- [L'intégralité de l'étude de GHK Consulting](#) (en langue anglaise)
- [Rapport sur l'activité des conseillers aux CE en France](#) (en langue allemande)

Le gouvernement britannique a également fait des calculs

Le ministère britannique de l'économie BERR totalise les frais annuels d'un comité d'entreprise européen à environ 137.000 £ (176.000 €). À travers le changement prévu de la directive CEE, ils passeront à 215.000 £ (277.000 €). La réunion d'un groupe spécial de négociation (GSN) de la durée d'une journée est estimée à environ 62.000 £ (80.000 €).



- [Le papier de consultation du ministère britannique de l'économie](#) (en langue anglaise)

3. La crise du marché financier :

Début de l'action coordonnée des CEE

UNI Finance demande des réunions spéciales dans 51 comités d'entreprise européens



Selon l'avis de la section Finance de la confédération des syndicats du secteur des services (UNI), la crise bancaire actuelle détruira jusqu'à 200.000 emplois dans le secteur financier en Amérique du Nord et en Europe. Pour analyser les conséquences pour chaque entreprise isolée, le 30 septembre 2008 dans une circulaire à des membres de 51 comités d'entreprise européens UNI Finance a demandé des réunions spéciales. Elles devaient avoir lieu en quelques jours.

Selon l'avis d'UNI Finance, la crise du marché financier, est à considérer comme des circonstances exceptionnelles qui concernent directement les intérêts des travailleurs. La directive CEE prévoit le droit à des réunions spéciales dans ces cas là. UNI Finance publie quotidiennement sur une page Web des rapports sur la crise du point de vue syndical.

- [La demande de réunions spéciales de CEE](#)
- [La page Web d'observation de la crise financière d'UNI](#)
- [Analyse économique de la fédération ver.di au sujet de la crise](#) (en langue allemande)

En septembre 2007, UNI Finance avait avancé un cahier de revendications pour une meilleure surveillance des instituts financiers et des agences de notification et elle faisait déjà remarquer la dimension éthique et sociale de la crise financière. Après le renforcement de la crise UNI Finance demanda de nouveau en mai 2008 une meilleure régulation des marchés financiers. La Confédération Européenne des Syndicats (CES) se prononçait en faveur de l'équité et de l'action déterminée lors de sa réunion à Londres le 27 septembre 2008.

- [La position par rapport à la crise financière de septembre 2007](#)
- [La dimension éthique et sociale de la crise financière](#)
- [Les exigences d'une régulation des marchés financiers de mai 2008](#)
- [La déclaration de Londres de la CES](#)
- [Présentation d'UNI : Syndicats et crise financière](#) (en langue anglaise)

Sur ce fonds, il y existe de grandes différences dans la pratique de la responsabilité sociale dans certaines banques et assurances. Selon une étude d'UNI de l'année 2007, les entreprises Barclays, Dexia, KBC et Nordea sont considérées comme des bonnes exemples, alors que l'on cite Generali, Royal Bank of Scotland, UBS ou West LB comme des exemples particulièrement négatifs. De nombreuses banques et assurances se retrouvent au milieu du classement dont la Deutsche Bank, Axa ou UniCredit.

- [L'intégralité du rapport sur la responsabilité sociale des groupes financiers](#)

Quelques études de cas du secteur

Le 29 septembre 2008, la caisse d'épargne-logement **Bradford & Bingley** a été nationalisée et le secteur épargne avec toutes ses 200 succursales repris par la banque espagnole **Santander**. Celle-ci avait déjà pris la banque britannique **Abbey National** en 2004 et devenait ainsi la plus grande banque de la zone d'euro. Il n'existait pas encore de CEE pour Bradford & Bingley, à l'avenir le personnel sera représenté par le comité d'entreprise européen du groupe Santander fondé en 2005.

Le 18 septembre 2008, la banque britannique **Lloyds TSB** annonçait la reprise de la plus grande caisse d'épargne-logement britannique **HBOS**, elle-même issue de la fusion de Halifax et Bank of Scotland en 2001. Le nouveau groupe aura une position de marché dominante. Comme conséquence de la fusion jusqu'à 40.000 des environs 130.000 employés vont perdre leur emploi. Depuis 1999, Lloyds TSB dispose d'un comité d'entreprise européen qui se rencontre une fois par an à Londres. Ses membres viennent de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Espagne, de France, des pays Benelux et de Suisse.



Les paradis fiscaux Gibraltar et le Monaco envoient aussi un représentant des travailleurs respectivement. HBOS n'avait pas encore de CEE jusqu'à présent.

- [Reportage télévisé sur la fusion de HBOS et de Lloyds TSB](#) (en langue allemande)
- [L'intégralité de l'accord CEE de Lloyds TSB](#) (en langue anglaise)



Le 31 août 2008, le groupe d'assurances allemand Allianz et la **Commerzbank** se sont mis d'accord sur la vente de la **Dresdner Bank**. Son personnel était jusqu'à présent représenté par le comité d'entreprise SE d'Allianz SE (voir [rapport dans CEE-News 3/2006](#)), le comité d'entreprise européen de la Commerzbank sera à l'avenir responsable d'eux. La fusion des deux banques coûtera probablement 9.000 emplois. Les textes suivants ne sont que disponible en langue allemande :

- [Communiqué de presse des comités d'entreprise des deux banques](#)
- [Tract de la fédération ver.di sur les conséquences pour la Dresdner Bank](#)
- [Présentation : Des données sectorielles et des groupes du secteur allemand du crédit](#)

Le 28 juillet 2008, un plan social a été signé dans la grande banque suisse **UBS**. En conséquence de la crise de marché financier, 5.500 emplois vont être supprimés, dont la moitié en Suisse. Mais, la suppression d'emplois n'est pas encore terminée. Le 3 octobre 2008, la direction centrale annonçait la suppression de 2.000 postes supplémentaires en particulier en Grande-Bretagne. Il n'y a pas de comité d'entreprise européen chez UBS jusqu'à présent, bien qu'elle soit représentée dans 21 pays européens et qu'elle fait partie des plus grands instituts financiers au monde.

- [Communiqué de presse sur la signature du plan social](#) (en langue allemande)

Le 12 juillet 2008, il a été révélé que le groupe américain Citigroup allait vendre ses succursales allemandes à la banque coopérative française **Crédit Mutuelle**, une conséquence de la crise du marché financier. Celle-ci est dirigée à partir de Strasbourg, elle travaille principalement en Alsace, en Lorraine et en Bourgogne et elle est considérée comme partenaire favori des comités d'entreprise français



pour l'administration de fonds sociaux de l'entreprise. Les 6.800 employés allemands de la Citibank ne seront plus représentés par le comité d'entreprise européen de **Citibank** à l'avenir. Il n'y a pas de représentation des travailleurs transnationale au Crédit Mutuelle jusqu'à présent, bien que la banque soit déjà représentée en Belgique, au Luxembourg, en Grande-Bretagne et en Suisse.

- [L'intégralité de l'accord CEE chez Citibank](#) (en langue anglaise)

4. Des restructurations dans d'autres secteurs

Siemens enfreint à plusieurs reprises la directive CEE

Le 17 juillet 2008, lors d'une rencontre à Bruxelles, la Fédération Européenne des Métallurgistes (FEM) et le comité d'entreprise européen ont fondé un comité de coordination syndical pour Siemens pour planifier des actions européennes contre les suppressions d'emploi annoncées. De tels comités ont fait leurs preuves dans autres entreprises en complément au travail du CEE en particulier en cas de restructurations massives (voir [rapport dans CEE-News 2/2005](#)). Le 22 juillet 2008, dans une lettre ouverte au commissaire des affaires sociales Vladimír Špidla, la FEM s'était déjà plainte du non-respect de la directive CEE par la direction du groupe de Siemens.

- [Information de presse après la première réunion du comité chez Siemens](#)
- [L'intégralité de la lettre au commissaire des affaires sociales Špidla](#) (en langue anglaise)



Le nouveau comité de Siemens a déjà passé sa première épreuve lors de sa deuxième réunion à Prague le 19 août 2008 où l'usine de véhicules de rail devait être fermée ou être vendue. Par la présence de 25 représentants de onze pays et une grève le 20 août 2008, il a été possible pour le comité d'entreprise tchèque d'obtenir une convention-cadre avec la direction de l'usine le 22 août 2008. Une délégation de l'IG Metall était représentée pour obtenir que les standards de Siemens en Allemagne soient également valables lors des négociations du plan social à

l'étranger.

- [Rapport de la réunion à Prague](#) (en langue anglaise)
- [Rapport sur la signature de l'accord-cadre](#) (en langue allemande)
- [Rapport de presse sur les résultats de la négociation](#) (en langue allemande)

Le 19 septembre 2008, Siemens annonça la fermeture au 31 octobre 2008 de l'usine à Salonique (Grèce) avec 240 employés. Ni le comité d'entreprise local, ni le comité d'entreprise européen n'avaient informé avant, ce qui est une infraction à la directive CEE - comparable au cas Nokia à Bochum. Les textes suivants ne sont que disponibles en langue anglaise :

- [Lettre de protestation du comité d'entreprise grec](#)
- [Communiqué de presse le FEM](#)

Démantèlement de Continental ?

Après la reprise de Continental par le groupe familial Schaeffler, un accord de protection de l'emploi a été signé le 22 août 2008. Jusqu'en 2014, aucune partie du groupe ne pourra être vendue ou aucun site fermé. Les droits de participation sont maintenus dans leur forme actuelle. Les textes suivants ne sont que disponibles en langue allemande :



- [Communiqué de presse des fédérations IG BCE et IG Metall](#)
- [Déclaration des comités d'entreprise Continental concernant l'accord avec Schaeffler](#)

Cet accord n'engage cependant que le nouveau propriétaire et non la direction qui a déjà annoncé des restructurations entre-temps. Depuis le 30 septembre 2008, Continental a une nouvelle

structure avec deux divisions : sous-traitance de l'industrie automobile (Automotive) et caoutchouc (Rubber). La presse spéculait sur une éventuelle vente du secteur caoutchouc et d'une fusion d'Automotive avec celle de Schaeffler. Dans les faits, l'accord du 22 août 2008 serait ainsi rendu caduc.

Après la reprise d'une majorité d'actions, l'avenir du comité d'entreprise européen de Continental est aussi mis en question. Les conditions minimums de la directive CEE en cas de fusions ne prévoient qu'un seul comité pour le groupe entier, dans ce cas pour Schaeffler, et pas de représentation des branches. Continental disposait déjà depuis 1992 d'un forum européen et était ainsi une des premières entreprises allemandes avec Volkswagen à avoir une représentation transnationale des travailleurs à cette époque. L'accord CEE chez Schaeffler a seulement été signé en octobre 2007 (voir [rapport dans CEE-News 1/2008](#)).

Le nouveau CEE de Schaeffler s'est constitué lors d'une réunion à Schweinfurt le 16 et le 17 juin 2008. En ce moment les deux comités d'entreprise européens existent en parallèle. Une fusion de deux comités d'entreprise européens ne se passe cependant pas toujours de façon très harmonieuse comme le démontrent les querelles au sujet de Porsche/Volkswagen (voir [rapport dans CEE-News 2/2007](#)). Et en plus: Chez Schaeffler, il n'y a pas de représentants des travailleurs au conseil de surveillance vu qu'il s'agit d'une entreprise familiale. Les textes suivants ne sont que disponibles en langue allemande :

- [Rapport de la réunion constituante du CEE chez Schaeffler](#)
- [Position du CEE Schaeffler lors de la reprise de Continental](#)

La procédure de consultation doit déboucher sur des négociations



Le 25 septembre 2008, les comités d'entreprise européens de Hewlett-Packard (HP) et d'Electronic Data Systems (EDS) se sont réunis à Londres dans le cadre d'une séance spéciale commune pour être informés des suppressions d'emplois prévus à la suite de la fusion. Selon l'avis des représentants des travailleurs, il n'y a pas de nécessité économique pour une réduction de 7,5 % de tous les postes. Ils demandent à la direction centrale la mise en place d'une procédure de consultation réelle débouchant sur des négociations sur un plan social européen. Avec la reprise d'EDS, HP devient le deuxième plus grand fournisseur de services TIC au monde après IBM. En 2005, une suppression d'emplois considérable avait déjà eu lieu chez HP (voir [rapport dans CEE-News 3/2005](#)). Les deux entreprises américaines ont un CEE selon le droit belge depuis 1996. Les deux comités vont bientôt fusionner.

- [Communiqué de presse après la réunion](#) (en langue anglaise)

Protestations européennes contre la fermeture d'un site

Après l'annonce unilatérale de la direction centrale à Paris de Valeo de fermer l'usine de luminaires à Kronach (Bavière), avec 310 travailleurs, et de délocaliser la production vers d'autres sites en France, en Pologne et en Espagne, le comité d'entreprise européen du sous-traitant d'automobiles français fondé en 1999 a effectué pour la première fois un jour de protestation européenne. Le 30 septembre 2008, le travail avait déjà cessé à Kronach (photo) et dans d'autres sites allemands, ainsi qu'en France, en Espagne, en Italie et en Tchéquie pour protester contre la fermeture. Les textes suivants ne sont que disponibles en langue allemande :



- [Article de presse sur les plans de fermeture](#)
- [Article de presse sur la journée d'action](#)

5. La fondation de comités d'entreprise européens

La poste française fonde un CEE pour la section des colis



Le 13 et 14 mai 2008, le comité d'entreprise européen de GeoPost (la section de colis de La Poste française) s'est constitué à Paris. La plus importante filiale étrangère est le Deutscher Paketdienst (DPD).

Trois membres de France et Allemagne, deux de Grande-Bretagne et un d'Irlande, de Belgique, des Pays-Bas, d'Espagne, du Portugal, de Grèce, de Tchéquie, de Pologne et de Lituanie font partie du CEE. La Suisse a un statut d'observateur. Comme elle s'agit d'un accord français, la présidence revient à l'employeur. Le comité exécutif du CEE se compose de cinq membres : le secrétaire vient de France, son adjointe d'Allemagne, les autres membres d'Espagne, de Belgique et de Tchéquie. Des réunions plénières ont lieu deux fois par an.

Le cadre pour les heures de délégation est typique pour les accords français. Le secrétaire du CEE a droit à 120 heures par an et les membres du comité de direction disposent de 60 heures et tous les autres membres de CEE de 20 heures, en plus de la participation à des réunions. Une journée de formation est prévue par an. Les préparations à la fondation du CEE ont eu le soutien du réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » (voir rapport dans CEE-News 4/2006).

Accord de CEE français dans le groupe d'électronique Safran

Le 4 juillet 2008, un accord de CEE a été signé à Paris pour les 42.000 travailleurs européens de Safran. Le groupe français qui résulte d'une fusion en 2005 fabrique surtout de l'électronique pour l'aviation et l'armement. Chez Snecma, l'une des deux entreprises prédécesseurs, un comité d'entreprise européen formé en 2001 va être dissous maintenant.



25 membres au total feront partie du nouveau CEE, dont neuf venant de France, deux de Belgique, d'Allemagne et de Grande-Bretagne et chaque fois un pour les dix pays restants. Ils se rencontrent une fois par an sous la présidence de l'employeur. Les réunions spéciales ont lieu si 1.000 travailleurs au moins sont concernés par une mesure dans plus d'un pays, dans les autres cas c'est le comité directeur du CEE composé de cinq membres qui est compétent, s'y trouvent trois personnes non françaises. Le comité directeur dispose d'un budget de 25.000 € pour des interprètes et des experts et de 8.000 € pour des frais de voyage en plus des frais des réunions plénières. Le secrétaire du CEE dispose de onze jours de dispense, la présidence de six jours et tous les autres membres de CEE d'un jour par an, en plus de la participation aux réunions. Chaque membre de CEE peut prendre dix jours de congé de formation pour assister à des cours de langue.

Le producteur d'hélicoptères italien fonde un CEE



Un accord CEE selon le droit italien a été signé à Farnborough (Grande-Bretagne) le 17 juillet 2008, pour l'entreprise AgustaWestland. Le forum européen se compose de huit représentants des travailleurs d'Italie et de Grande-Bretagne respectivement qui peuvent se faire assister par trois experts. Un comité directeur de six personnes mène les affaires entre les réunions plénières annuelles. AgustaWestland est une filiale du groupe italien d'armement Finmeccanica qui n'a pas encore créé de CEE.

Ancien site d'Airbus avec son propre CEE

Pour PFW Aerospace à Speyer (autrefois Pfalz Flugzeugwerke), un accord CEE selon le droit allemand a été signé le 6 septembre 2008. L'Allemagne est représentée avec cinq sièges, la France et la Grande-Bretagne en ont chaque fois deux. Le CEE se rencontre deux fois par an, il peut créer ses propres groupes de travail, en matière d'hygiène, de



sécurité et des conditions de travail par exemple. Il dispose en plus du droit d'accès à tous les sites européens. Les réunions spéciales ont lieu en cas d'événements imprévus. Une nouvelle négociation de l'accord global de CEE est prévue en cas de fusions, c'est en quoi le groupe devance déjà la nouvelle directive CEE.

Sous-traitant d'automobiles : des négociations de CEE couronnées de succès après l'exclusion



Le 1er octobre 2008, un accord CEE pour Wabco a été signé à Bruxelles. L'entreprise américaine fabrique des systèmes de freinage, c'était une filiale d' American Standard jusqu'en 2007 dans laquelle il y a déjà un comité d'entreprise européen depuis 2001.

Après son introduction en bourse, Wabco a son propre CEE maintenant. Bien que l'accord soit soumis au droit belge (des comités d'entreprise sont des comités paritaires en Belgique), le CEE Wabco ne se compose que de représentants des travailleurs. Il siège une fois par an et choisit un comité exécutif de cinq membres qui se réunit avec la direction centrale trois fois par an. Les réunions spéciales ont lieu si au moins 50 emplois dans deux pays sont concernés par un changement de production. Les traits de base de l'accord CEE s'inspirent fortement des vieilles règles de American Standard (voir [rapport dans CEE-News 1/2007](#)).

Les textes de nombreux accords CEE sont disponibles sur une [page de téléchargement](#).

6. L'adaptation d'anciens accords CEE

Le groupe de matières premières australo-britannique accepte l'accord CEE

Depuis le 4 juin 2008, Rio Tinto dispose d'un comité d'entreprise européen selon le droit français qui à côté du marché intérieur européen englobe aussi la Suisse. Le groupe de matières premières avait repris en juillet 2007 le groupe canadien d'aluminium Alcan dont les plus importants centres de production européens sont en France et en Suisse (voir [rapport dans CEE-News 2/2007](#)). Beaucoup de règlements de l'accord CEE d'Alcan, qui avait été négocié en mars 2006 après de nombreuses fusions (voir [rapport dans CEE-News 2/2006](#)), sont maintenant valables pour le groupe entier de Rio Tinto.



- [L'intégralité de l'accord CEE sortant d'Alcan](#) (en langue allemande)

Le comité économique élargi a commencé le travail



Le 19 juin 2008, un accord a été conclu pour le constructeur français d'automobile PSA Peugeot-Citroën qui étend le comité économique paritaire du groupe qui fut jadis seulement accessible aux représentants des travailleurs français aux représentants d'Allemagne, de la Grande-Bretagne et d'Espagne. Des changements de production et ses conséquences pour la politique de personnel (« anticiper du changement ») doivent y être discutés. Le comité paritaire est un complément au travail du comité d'entreprise européen et de sa présidence. Le 1er juillet 2008, il siégeait pour la première fois dans la composition élargie et il s'occupait entre autres de la planification des produits du groupe et de l'élargissement des activités en Allemagne.

PSA Peugeot-Citroën avait massivement été dans la critique syndicale en été 2006 quand il avait annoncé sans consultation du comité d'entreprise européen, la fermeture d'une usine britannique avec 2.300 travailleurs (voir [rapport dans CEE-News 2/2006](#)). Le comité économique paritaire doit

aider à prévenir de telles décisions unilatérales de la direction.

L'accord de CEE suspendu

D'habitude dans les CEE-News, nous donnons des comptes rendus de la fondation de comités d'entreprise européens. Mais il y a aussi parfois des développements allant en contresens. Dans le groupe de construction mécanique Milacron, un CEE qui avait été formé selon le droit néerlandais en 2000 a été supprimé maintenant. L'entreprise américaine en Europe est tombée sous le seuil des 1.000 travailleurs et elle ne tombe donc plus dans le domaine d'application de la directive CEE. La direction centrale et le comité d'entreprise européen se sont mis d'accord le 13 février 2008, de mettre sur glace l'accord de CEE jusqu'à ce que le nombre de travailleurs atteigne de nouveau le seuil légal.



7. Des activités au niveau mondial

Coca-Cola: Stade préliminaire au comité d'entreprise mondial



Le 22 et 23 mai 2008, 90 représentants des travailleurs du groupe de boisson sont venus à leur deuxième congrès au centre de formation syndicale NGG à Oberjosbach dans les environs de Francfort-sur-Main. Ils y ont fondé une alliance pour 600.000 travailleurs de Coca-Cola dans le monde, un genre de prédécesseur d'un comité d'entreprise mondial. L'alliance est dirigée par un comité de direction, dont font partie des représentants de tous les continents et qui rencontrent la direction du groupe aux U.S.A. deux fois par an. Un représentant de la direction du groupe d'Atlanta avait également assisté au congrès de Oberjosbach et répondait aux questions des délégués de 32 pays. Syndicats et direction du groupe s'étaient mis d'accord en 2005 pour effectuer des rencontres régulières.

- [Rapport de la conférence dans une perspective allemande](#) (en langue allemande)
- [Rapport de la conférence dans une perspective internationale](#)
- [Le texte intégral de l'accord sur des rencontres mondiales](#) (en langue anglaise)
- [La politique d'entreprise sur les droits sur le lieu de travail](#) (en langue anglaise)

Rencontre mondiale des syndicats de Tesco

Des représentants des travailleurs de la chaîne britannique de commerce de détail Tesco venant de douze pays se sont rencontrés à Nyon (Suisse) le 18 juin 2008 pour se constituer un réseau. Ils aspirent non seulement à la mise en place d'un forum de dialogue mondial avec la direction du groupe, mais aussi à celui d'un comité d'entreprise européen comprenant la Grande-Bretagne, l'Irlande, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie et la Pologne. Tesco est le leader du marché au Royaume-Uni et le numéro trois en Europe.



- [Rapport de la rencontre chez Tesco](#) (en langue anglaise)

Une banque danoise professe la responsabilité sociale



Le 9 septembre 2008 fut signé à Copenhague pour la Danske Bank, un accord-cadre qui garantit mondialement les standards sociaux minimums dans toutes les succursales. La banque danoise avait renouvelé l'accord CEE en décembre 2007 et elle dépasse de loin les conditions minimums de la directive européenne. En ce moment, un projet européen travaille

au renforcement de la coopération au sein du CEE (voir [rapport dans CEE-News 1/2008](#)).

- [Rapport de la signature de l'accord](#)
- [Le texte de l'accord](#) (en langue anglaise)

8. La révision de la directive SE reportée

Tout comme la directive sur le comité d'entreprise européen, la directive sur la participation des travailleurs dans la Société européenne (SE) adoptée en 2001, prévoit une date de contrôle obligatoire dans son article 15, à savoir le 8 octobre 2008. Le 30 septembre 2008 la Commission européenne à Bruxelles informait que le contrôle serait déplacé en 2009 ; après l'élection du nouveau Parlement européen et de la Commission européenne.



« Congeler la participation » a été nommé un problème

Si une entreprise allemande dépasse le seuil des 2.000 travailleurs, le conseil de surveillance est composé à 50% de représentants des travailleurs. Lorsque une SE allemande dépasse ce seuil, la participation des travailleurs au conseil de surveillance est limitée à un tiers. La directive SE ne garantit l'étendue de la participation qui correspond à celle au moment de la fondation de la SE. Il manque une adaptation pour la période après. De plus en plus d'entreprises utilisent ce « trou » pour éviter un agrandissement de la participation des travailleurs et se transforment en SE. La presse économique allemande insiste de manière ciblée sur cette possibilité (voir [rapport dans CEE-News 2/2008](#)).

Un groupe d'experts chargé par la Commission européenne a entre-temps reconnu ce problème et propose une adaptation de la directive SE. Les problèmes semblables peuvent aussi surgir à la fondation d'une SE qui n'emploie pas de travailleurs et qui achète des entreprises avec un grand nombre de travailleurs plus tard. Entre-temps, il y a même un nombre considérable de fondations de réserve, c'est-à-dire des coquilles vides, des sociétés sans activité commerciale. L'exemple Volkswagen montre la difficulté d'une contestation juridique d'un accord SE (voir [rapport dans CEE-News 3/2007](#)).

- [Le texte du rapport des experts](#) (en langue anglaise)
- [Contexte : La participation dans la société européenne](#) (en langue allemande)

Exemple actuel : Un fabricant de pompes évite un conseil de surveillance paritaire



Le fabricant de pompes Wilo de Dortmund est une Société européenne (SE) depuis le 24 juillet 2008. Un accord de participation avait été signé le 1er juillet 2008 quelques jours avant, il instaure le principe de représentation d'un tiers des travailleurs au sein du conseil de surveillance. Wilo emploie 6.000 employés au niveau mondial, avec environ 1.900 en Allemagne. À travers sa transformation en SE, l'entreprise peut ainsi éviter un conseil de surveillance paritaire prescrit à partir de 2.000 travailleurs. Selon le droit SE en vigueur le statu quo de la représentation (ici un tiers de représentants des travailleurs) est instaurée à éternité.

Avec la transformation en SE, le comité d'entreprise européen qui existe depuis 1996 est aussi transféré en comité d'entreprise SE. Celui-ci se rencontre une fois par an et il couvre le marché intérieur européen (tous les pays de l'Union Européenne, ainsi que la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, cependant pas la Suisse). Il élit un comité exécutif de cinq membres. Wilo a des centres de production en Allemagne, en France et en Irlande. Les pays avec un petit nombre de travailleurs sont regroupés, ceux-ci choisissent des représentants régionaux. Le comité d'entreprise SE a un droit d'accès à toutes les entreprises en Europe.

- [Communiqué de presse à la transformation en SE](#) (en langue allemande)

Entreprise de textile de la forêt noir comme SE

Un accord de Société européenne (SE) a été signé le 16 mai 2008 pour l'entreprise Gütermann dont le siège est à Gutach (Allemagne). En Europe, l'entreprise a des sites de production en Allemagne, en Espagne et en Suisse. La transformation en SE s'est fait le 14 juin 2008. Jusqu'à présent, il n'y avait pas encore de comité d'entreprise européen chez Gütermann. Le comité d'entreprise SE sera la première représentation transnationale de travailleurs.

- [Communiqué de presse après la transformation en SE](#) (en langue anglaise)

9. La zone euro et les contrôles aux frontières

Adaptation de la monnaie en Slovaquie



Au 1er janvier 2009, la zone monétaire euro s'agrandira de cinq millions de personnes. La monnaie de communauté remplace la Couronne en Slovaquie. Le pays a maîtrisé les critères à l'adhésion avec brio. En 2007, la Slovaquie a connu une croissance économique de plus de dix pour cent, ce qui correspondait presque à une croissance à la chinoise. Le premier pays en Europe de l'Est, la Slovénie avait déjà adhéré à la zone euro le 1er janvier 2007 (voir [rapport dans CEE-News 3/2006](#)).

- [Rapport sur l'adaptation de monnaie](#)
- [Des informations sur la zone d'euro de la Commission européenne](#)
- [Carte de la zone d'euro](#)

La Suisse supprime les contrôles aux frontières avec l'Union Européenne

Le 26 septembre 2008, il y a eu accord de l'Union Européenne sur l'adhésion de la Suisse à l'espace Schengen. En décembre 2008, probablement, tous les contrôles de personnes sont supprimés aux frontières de la Suisse avec l'Union Européenne. Le pays aura le même statut que la Norvège et l'Islande. L'adhésion à l'accord Schengen a cependant pour résultat que la frontière entre la Suisse et le Liechtenstein sera contrôlée pour la première fois depuis 1923 (surveillance de vidéo de 24 heures). La Principauté est le seul pays d'Europe centrale à ne pas avoir adhéré à l'espace Schengen.



Déjà le 21 décembre 2007, le cercle des états à renoncer aux contrôles frontaliers s'était agrandi de 9 à 24. Tous les pays de l'Union Européenne en Europe central et de l'Est à l'exception de la Roumanie, la Bulgarie et de Chypre du Sud font partie de l'espace Schengen depuis ce jour. En Europe, il faut donc uniquement montrer son passeport quand on voyage en Royaume-Uni, en Irlande, sur les Balkans ou encore plus loin vers l'Est. Entre Athènes et Reykjavik, entre Lisbonne et Riga, la liberté de voyage illimitée règne. L'adhésion du Liechtenstein et de Chypre du Sud doit se produire en 2009 ou 2010.

- [Carte des pays de l'espace Schengen](#)
- [Explication : Qu'est-ce la convention de Schengen ?](#)
- [Dépliant du gouvernement allemand sur la liberté de voyage](#) (en langue allemande)
- [Les conséquences politiques de l'élargissement de Schengen](#)

10. Des pages Web intéressantes

Le comité d'entreprise européen du groupe d'assurance Axa



C'est par des sons dynamiques que les visiteurs sont salués sur le nouveau site Web du comité d'entreprise européen du groupe d'assurance français Axa. Après le rachat de l'assureur suisse Winterthur en décembre 2006 (voir [rapport dans CEE-News 1/2007](#)), il fait partie des plus grands organes de CEE avec ses 61 membres. La page Web est disponible dans plusieurs langues.

- [La page Web du CEE d'Axa](#)

Rendre plus transparentes les fusions



La page Web « qui achète qui » est un service d'information traitant de reprises d'entreprise. Toutes les annonces importantes sont fournies sur la page d'accueil et sont aussi disponibles par secteurs. En outre, il est possible de rechercher des profils d'investisseurs (par ex. des entreprises Private Equity).

- [La page Web « qui achète qui »](#) (en langue allemande)

Dialogue social dans la région de la mer Baltique



Le projet syndical « BalticTU.NET » financé par l'Union Européenne est consacré à l'agrandissement de la participation des travailleurs dans les succursales d'entreprises scandinaves dans les trois États baltes. Les centres d'intérêt sont le commerce de détail, le secteur hôtelier, les télécommunications et le secteur de finance. Le comité d'entreprise européen est aussi l'un des sujets traités.

- [La page Web du projet](#) (en plusieurs langues)
- [Aperçu des différents ateliers](#) (en langue anglaise)
- [Le rapport final du projet précédent](#) (en langue anglaise)

Comparaison du droit social

La sécurité sociale en cas de maladie, de la retraite ou du chômage est réglementée de façon très différente dans les différents



pays membres de l'UE. Le système d'information MISSOC donne des éclaircissements et il offre des tableaux comparatifs pour certains pays, des formulaires de recherche en ligne et des analyses régulières pour chaque pays de l'Union Européenne.

- [La page d'accueil du système d'information MISSOC](#)

Nous avons regroupé de nombreux autres liens intéressants dans une [collection de liens](#).

11. Des nouvelles publications

Les conseils aux comités d'entreprises vus sous un angle différent

Comment les conseillers peuvent-ils contribuer au renforcement de la cogestion, de la participation et de l'État social ? Quels projets et programmes sont adaptés à créer l'Europe sociale avec l'aide de compétences externes ? Les 24 auteurs traitent de ces questions dans un ouvrage collectif publié par le gérant de PCG Project Consult à Essen, Prof. Dr Klaus Kost. À côté du président de l'IG Metall Berthold Huber, Michael Vassiliadis de l'IG BCE donne aussi son avis sur la coopération des syndicats avec des conseillers externes. Dr Werner Altmeyer, du réseau de formation et de conseil « euro-ce.org », y est représenté avec la contribution suivante : « Comment rendre



comparable des pommes et des poires: Être conseiller dans un contexte interculturel. »

Klaus Kost (Hrsg.)

Beratung anders. Consulting für Betriebsräte und Gewerkschaften

Gewerkschaften im Umbruch – neue Anforderungen, neue Antworten

Marburg 2008, 224 pages, € 19,90

- [Des informations supplémentaires](#) (en langue allemande)
- [Commande en ligne](#) (en langue allemande)
- [La page Web de PCG Project Consult](#) (en langue anglaise)



Des CE européens jouent-ils un rôle au-delà de l'Europe ?

Celui qui veut rencontrer les conséquences négatives de la mondialisation ne peut pas s'arrêter aux limites de l'Union Européenne. Il manque cependant un cadre d'ordre obligatoire à l'échelle internationale. Pour combler cette lacune, les syndicats concluent des accords-cadres internationaux sur des standards sociaux minimums avec des entreprises multinationales. Les comités d'entreprise européens jouent un rôle de plus en plus important dans la négociation et la surveillance de ces accords. Dr Reingard Zimmer du réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » examine dans sa thèse l'instauration de standards internationaux sociaux minimums sous les points de vue juridiques et politiques, un chapitre est particulièrement consacré aux comités d'entreprise européens.

Reingard Zimmer

Soziale Mindeststandards und ihre Durchsetzungsmechanismen

Sicherung internationaler Mindeststandards durch Verhaltenskodizes?

Baden-Baden 2008, 398 pages, broché, € 69,-

- [Des informations supplémentaires](#) (en langue allemande)
- [Commande en ligne](#) (en langue allemande)

Les conséquences des privatisations sur le marché européen

Le moteur de la privatisation des services publics est la Commission européenne. Les conséquences sont souvent la suppression d'emplois, travail précaire et baisses de salaire. Dans ce recueil, 25 auteurs présentent l'évolution pour quelques secteurs en Allemagne (énergie, l'eau, hôpitaux, transports publics, poste, télécommunication) et dans certains pays voisins choisis (Grande-Bretagne, Autriche, Suisse, Pays-Bas). Les auteurs se sont surtout intéressés aux conséquences des privatisations sur la politique de négociation des conventions collectives.

Torsten Brandt/Thorsten Schulten/Gabriele Sterkel/Jörg Wiedemuth (Hrsg.)

Europa im Ausverkauf

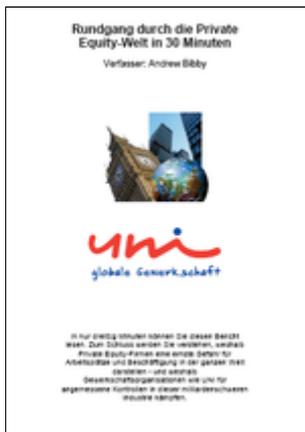
Liberalisierung und Privatisierung öffentlicher Dienstleistungen und ihre Folgen für die Tarifpolitik

Hamburg 2008, 400 pages, broché, € 19,80

- [Des informations supplémentaires](#) (en langue allemande)
- [Table des matières et extraits de textes](#) (en langue allemande)
- [Commande en ligne](#) (en langue allemande)



Un guide Private Equity pour des lecteurs pressés



La confédération des syndicats du secteur des services (UNI) s'est occupée depuis plusieurs années de manière intensive de la Private Equity. Pour expliquer de manière simple la complexité des stratégies d'investissements et ses conséquences sur les travailleurs, UNI a présenté cette brochure en juillet 2008. En trente minutes de lecture seulement, le lecteur apprend pourquoi les investisseurs financiers représentent un danger pour postes de travail et l'emploi dans le monde entier et pourquoi les syndicats soutiennent un contrôle adapté de cette industrie lourde de milliards. La brochure existe en cinq langues.

Andrew Bibby

Fonds de capital-investissement: Visite guidée en 30 minutes
Nyon 2008, 35 pages, gratuit

- [Téléchargement de la brochure](#)
- [Page Web d'UNI sur les développements actuels de Private Equity](#) (en langue anglaise)

Nous avons composé une plus vaste liste de littérature spécialisée sur une [page spéciale](#).

12. Le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » : Quelques exemples de notre travail

Le travail préventif du CEE doit être accéléré

Une réunion plénière du comité d'entreprise européen de Bombardier a eu lieu du 15 jusqu'au 17 juillet 2008 à St.Amand-les-Eaux dans le Nord de la France. Le groupe canadien produit des véhicules de rail et des avions, il a un CEE selon le droit britannique depuis 1998.



Le président allemand Johannes Hauber de l'usine de Mannheim veut mieux garantir les droits de participation en cas de restructurations à l'avenir. Pour cette raison, avec le soutien du réseau de formation et de conseil « euro-ce.org », un projet financé par l'Union Européenne et certains aspects de l'accord de CEE ont été discutés dans ce cadre. Les élus aux comités d'entreprise allemands de Bombardier s'étaient déjà occupés du sujet, lors d'une assemblée à Bautzen en mai 2008 (voir [rapport dans CEE-News 2/2008](#)).

Sous le mot-clé « anticipation du changement », la Commission européenne soutient avec des aides financières considérables de telles initiatives de comités d'entreprise européens. On a déjà présenté plus de détails dans les [CEE-News 2/2008](#).

Le comité de négociation constitué chez Tesa



Le groupe spécial de négociation (GSN) chez Tesa s'est constitué lors une réunion à Francfort-sur-Main du 16 au 18 juillet 2008. Le fabricant de colle de Hambourg veut se transformer en une société européenne (SE). Les experts sont Prof. Dr Ulrich Zachert et Dr Werner Altmeyer du réseau de formation et de conseil « euro-ce.org ».

- [Contexte: La participation dans la société européenne](#) (en langue allemande)

Groupe pharmaceutique japonais en voie vers fondation de CEE

Les représentants des travailleurs allemands et français de Takeda, du plus grand groupe pharmaceutique japonais, ont introduit une demande de création d'un comité d'entreprise européen. Après une formation du comité d'entreprise allemand le 16 et 17 juillet 2008 à Aix-la-Chapelle, les représentants des travailleurs allemands et



français se sont rencontrés à Paris le 12 septembre 2008 pour préparer la formation du groupe spécial de négociation (GSN). Le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » procurait le soutien d'experts nécessaire.

Vers un travail de CEE plus intense dans une grande banque espagnole



Santander, la plus grande banque de la zone d'euro, dispose d'un comité d'entreprise européen selon le droit espagnol, qui n'a cependant pas encore dépassé le stade initial depuis 2005 jusqu'à présent. À travers l'achat de la GE Money Bank et de parties de la Royal Bank of Scotland la filiale allemande dépassera prochainement le seuil des 2.000 travailleurs et aura pour la première fois un conseil de surveillance paritaire. Les textes suivants ne sont que disponible en langue allemande :

- [Rapport de fond sur l'achat de la GE Money Bank](#)
- [Rapport sur la grève pour un plan social](#)

La coopération internationale devient de plus en plus urgente pour les comités d'entreprise allemands. Pour cette raison, le comité d'entreprise allemand avait demandé à Dr Werner Altmeyer du réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » pour les informer des particularités de la représentation des travailleurs dans une entreprise espagnole. La session s'est tenue au siège de la direction allemande à Mönchengladbach (photo) le 13 août 2008. L'administration fédérale de ver.di et la confédération des syndicats du secteur des services (UNI), sondent actuellement les possibilités de financement par l'Union Européenne d'un projet pour le CEE du groupe Santander qui dispose aussi d'une position importante sur le marché en Grande-Bretagne. Le 21 mai 2008, le comité d'entreprise européen de Santander avait déjà signé un accord sur l'égalité des chances avec la direction centrale.

- [Le texte de l'accord](#) (en langue anglaise)

Le nouveau CEE tient sa réunion constitutive



Le comité d'entreprise européen de West Pharmaceutical Services s'est réuni pour sa première réunion le 27 et 28 août 2008 à Eschweiler (près d'Aix-la-Chapelle). Dans ce cadre, le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » a donné une formation pour les membres nouvellement élus du CEE. L'accord de CEE avait été signé en mars 2008 (voir [rapport dans CEE-News 2/2008](#)), le processus de la fondation de CEE avait déjà commencé en 2006 (voir [rapport dans CEE-News 1/2006](#)).

Qualification pour l'Europe : travail, participation, compétence interculturelle



allemande :

C'est sous ce titre, que l'académie de l'université de la Ruhr à Bochum lance à partir de janvier 2009 des formations complémentaires pour des permanents syndicaux et des élus aux comités d'entreprise qui traitent de questions en rapport avec l'Union Européenne. Certains éléments constitutifs s'occupent de relations de travail et de droit du travail, questions économiques, compétences interculturelles ou politique des associations dans l'Union Européenne. C'est en coopération avec le réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » qu'un module est consacré aux comités d'entreprise européens. Les textes suivants ne sont que disponible en langue

- [La page Web de la formation complémentaire](#)
- [Téléchargement du dépliant de formation complémentaire](#)
- [Le module comité d'entreprise européen](#)

13. Les dates de formation actuelles

Des inscriptions sont possibles pour les formations et les ateliers auxquelles nous contribuons :

Europe pour les permanents syndicaux de l'IG Metall

Institutions, terrain politique, comités d'entreprise européens

13 – 15/10/2008 à Bad Orb

→ [d'autres infos sur cet atelier](#)

L'activité de comité d'entreprise en Europe, le comité d'entreprise européen (CEE)

CEE pour des professionnels, approfondissement et rappels

03 – 07/11/2008 à Berlin

→ [d'autres infos sur cette formation](#)

Les exigences d'une politique d'entreprise moderne

Congrès du cercle « Travail, Entreprise, Politique » de la fondation Friedrich - Ebert

25/11/2008 à Berlin

→ [d'autres informations sur ce congrès](#)

Conférence technique à Hambourg pour les comités d'entreprise européens

Les nouvelles directives de CEE – qu'est-ce qui nous attend ?

26/01/2009 à Hambourg

→ [d'autres informations sur la conférence technique](#)

Qualification pour Europe, le comité d'entreprise européen

Des concepts, dissémination, expériences de pratique, perspectives de développement

30 – 31/10/2009 à Bochum

→ [d'autres infos sur cette formation](#)

Ateliers de la fédération syndicale ver.di (d'autres informations suivront prochainement)

- **La révision de la directive CEE**
17 – 19/06/2009 à Berlin
- **Connaître les fondements et le travail pratique au sein du CEE**
02 – 04/09/2009 à Berlin

Des manifestations intra

Vue d'ensemble des sujets traités lors des colloques intra :

→ [Les sujets des formations intra](#)

→ [Les sujets des interventions et présentations](#)

14. Mentions légales

Les CEE-News sont publiés par :

Réseau de formation et de conseil « euro-ce.org » GbR

Von-der-Tann-Straße 4, D-20259 Hamburg

www.euro-betriebsrat.de (allemand)

www.euro-workscouncil.net (anglais)

www.euro-ce.org (français)

Ont collaboré à ce numéro :

Werner Altmeyer, Carmen Bauer, Ulrich Zachert, Reingard Zimmer

Distribution de l'édition allemande : 11.149 destinataires

Distribution de l'édition anglaise : 1.289 destinataires

Distribution de l'édition française : 1.038 destinataires

Des archives de la Newsletter : www.ewc-news.com

Ici vous pouvez [abonner](#) oder [résilier](#) la newsletter.

Des suggestions pour la Newsletter et des articles sur votre CEE nous font plaisir.

Veuillez nous écrire à info@euro-ce.org